

# Les syndicats jugent illusoire la « clause de revoiture » sur le gel du point d'indice

Publié le 25/04/2014 • Par **Agathe Vovard, avec l'AFP**

Les syndicats de fonctionnaires ont jugé illusoire, jeudi 24 avril 2014, l'introduction par Manuel Valls d'une clause de revoiture qui permettrait de revoir le gel du point d'indice des fonctionnaires prévu jusqu'en 2017, en fonction du retour éventuel de la croissance.

Pour la CGT, premier syndicat chez les fonctionnaires, « ce discours n'est pas recevable ». « On ne va pas se contenter d'une hypothétique clause de revoiture à une date inconnue, en fonction d'une croissance que le gouvernement risque de ne pas retrouver », a déclaré à l'AFP Jean-Marc Canon, secrétaire général CGT.

Injuste socialement - « La situation, nous la considérons comme inacceptable depuis quatre ans que le point a été gelé parce qu'elle est injuste socialement pour les agents de la fonction publique et inepte économiquement », a-t-il ajouté. Selon lui, « la situation des agents de la fonction publique n'est pas supportable dans l'instant », le gel du point d'indice entraînant déjà pour eux une perte de pouvoir d'achat de plus de 6 %.

« L'urgence sociale c'est d'augmenter la valeur du point tout de suite », juge-t-il, ce que réclament les syndicats depuis l'élection en 2012 du président François Hollande.

« Il y a une forme de schizophrénie dans le discours du Premier ministre puisqu'il semble appeler de ses vœux la croissance et prend des mesures pour cinq millions d'agents qui baissent sans précédent leur pouvoir d'achat », estime Jean-Marc Canon.

Poudre aux yeux - « On pense que cette clause de revoiture, c'est de la poudre aux yeux et que malheureusement le gel du point d'indice sera maintenu jusqu'à la fin du quinquennat », affirme pour sa part Christian Grolier, secrétaire général FO, le 3<sup>e</sup> syndicat chez les fonctionnaires après la CFDT.

« La clause de revoiture est liée à un hypothétique retour de la croissance », relève-t-il, rappelant que la France a les mains liées par le pacte de stabilité.

Selon lui, l'augmentation de 1 % de la valeur du point d'indice coûte 800 millions d'euros pour la fonction publique de l'Etat et 1,3 milliard (1,8 milliard selon la Cour des Comptes) pour l'ensemble des fonctionnaires.

« La condition est la reprise de la croissance alors que c'était déjà une annonce qui avait été faite par Marylise Lebranchu le 7 février 2013 », ajoute Guy Barbier, représentant l'Unsa. « C'était l'année dernière et la croissance a légèrement repris, même si elle reste faible, et on nous a traduit ça par un gel accru puisqu'il est annoncé jusqu'à 2017".

Pour de véritables négociations salariales - « Nous, ce qu'on veut, c'est avoir de véritables négociations salariales », affirme-t-il. « On est avec un gouvernement qui va avoir la particularité de ne jamais avoir fait de négociations salariales depuis qu'il est arrivé au pouvoir alors que c'est prévu par la loi », assure-t-il.

D'ores et déjà, sept syndicats de fonctionnaires (CFDT, CGT, CFTC, FSU, Solidaires, Unsa et FA-FP (Autonomes) ont lancé un appel commun à une manifestation nationale, le 15 mai, pour dénoncer « la politique d'austérité salariale » du gouvernement. FO a aussi appelé, de son côté, les fonctionnaires à la grève le 15 mai.

« Le gouvernement reste sourd aux protestations qui ont suivi l'annonce du traitement infligé aux fonctionnaires », insiste notamment l'Unsa.